

LA LETTRE DU HERISSON

BIMENSUEL n° 38 1 FEV 86

Groupe Environnement Protection Ornithologie en Picardie
Musée de Picardie - Rue de la République - 80000 Amiens

G.E.P.O.P. SOMMAIRE

EDITORIAL	P. 3/4
LEGISLATIVES : MANIFESTE	P. 5/10
POINT DE VUE 1986	P. 11/13
POLLUTION : LA POLLUTION DE L'AIR PAR LES OXYDES DE SOUFRE.....	P. 13
LEGISLATION : LA LISTE DES ESPECES DE POISSONS.....	P. 14
EQUIPEMENT : HERISSON CONTRE DONALD (DISNEYLAND)... TRANS-MANCHE.....	P. 14 P. 15/16
COLLOQUES	P. 17/18
EN BREF	P. 19
ANNONCES	P. 20
EUROPE	P. 21/22
VIE ASSOCIATIVE	P. 22



AUTOCOLLANT FIEP : 5 f (port 2,10)

La Lettre du Hérisson est la publication bimensuelle de la Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature et de l'Office des Nouvelles Internationales.

Directeur de la publication : Y. BENASSI

Rédaction : FFSPN - 57, rue Cuvier- 75231 PARIS Cédex 05

Impression : OFFICE DES NOUVELLES INTERNATIONALES
8, villa des Fleurs - 92400 COURBEVOIE

QUELLE LOIRE DEMAIN ?

Sous couvert d'un contrat de programme et de réalisation de travaux entre l'État et l'établissement public d'aménagement de la Loire et de ses affluents (EPALA) actuellement en discussion, se profile en fait une opération qui conduira à la destruction du dernier grand fleuve vivant de France et de nombre de ses affluents.

Au moment où l'on n'a jamais tant parlé de gestion intégrée, de nécessité d'avoir une vision globale dans l'aménagement du territoire, se mettent en place sur le terrain des aménagements ponctuels dont les effets cumulés bouleverseront les fonctionnements physique et biologique du plus grand bassin hydrographique français.

Est-il besoin de préciser qu'aucune étude sérieuse générale évaluant sur le long terme la somme des conséquences des opérations projetées n'a été portée à la connaissance du public. De même, le coût de la solution préconisée de réaliser de nombreux (et coûteux) barrages pour limiter les effets des crues n'est-il pas comparé à celui d'aménagements par digue au niveau des villes et de l'annexion des zones inondables au domaine public.

C'est pourquoi, nous disons une fois de plus non aux opérations sectorielles lancées sans étude préalable globale, non aux coups partis, non au court terme.

Nous payons aujourd'hui les erreurs de ceux qui, dans le passé, ont procédé sans vouloir prendre en compte, le long terme (dépérissement des forêts, pollution des nappes phréatiques, par les nitrates, etc...).

Nous disons non à ceux qui veulent aujourd'hui faire de même et laisser à nos enfants un fleuve mort.

JEAN PIERRE RAFFIN.

FÉDÉRATION FRANÇAISE DES SOCIÉTÉS DE PROTECTION DE LA NATURE

Reconnue d'utilité publique le 10 février 1976
Agrément national au titre de la loi du 10 juillet 1976
relative à la protection de la nature

M. le Président du Comité Syndical
de l'Etablissement Public pour
l'Aménagement de la Loire et
de ses affluents

BP 6339

45065 ORLEANS CEDEX

N. réf. P/JPR/63

Paris, le 27.01.1986

Monsieur le Président,

La Fédération Française des Sociétés de protection
de la nature (F.F.S.P.N.) a été informée du projet d'aménagement
intégré de la Loire et de ses affluents qui sera présenté en
séance publique à Orléans ce 29 janvier.

- Constatant que ce projet n'est pas assorti d'une
étude préalable sérieuse et générale des répercussions sur l'envi-
ronnement des aménagements projetés;

- Constatant que les ouvrages et opérations prévus
conduiront à la modification, l'altération ou la destruction des
fonctionnements physique et biologique du bassin de la Loire
entraînant dans certains cas la disparition d'un patrimoine
naturel national que par ailleurs l'on tente de préserver à grands
frais pour les générations futures;

- Constatant que des fonds publics devraient servir
à la réalisation d'ouvrages massifs détruisant un patrimoine
national inestimable là où des opérations de moindre envergure
et mieux conçues seraient possibles, ce qui est un gaspillage in-
tolérable de l'argent des contribuables notamment en période de
crise économique.

Les associations d'étude et de protection de la
nature nationales, régionales et départementales réunies au sein
de la FFSPN demandent, qu'aucune décision ne soit prise avant
qu'une étude préalable évaluant sur le long terme les effets
cumulés de l'ensemble des aménagements n'ait été réalisée et
portée à la connaissance du public. Elles s'opposeront par tous
les moyens légaux à leur disposition à l'engagement au coup par
coup d'opérations dont la somme des effets conduirait à la mort
du dernier grand fleuve vivant qui reste à la France.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, à l'expres-
sion de ma considération distinguée.


J.P. RAFFIN
Président



MANIFESTE POUR LES ELECTIONS LEGISLATIVES 1986

Une législature s'achève, une autre va débiter. Le poids de l'Assemblée dans le vote des lois, les conséquences qui en découlent pour la gestion des ressources naturelles de notre pays amènent la FFSPN à s'interroger sur l'action passée et à souhaiter que les options futures diffèrent de celles qui ont prévalu.

Des députés de demain, qui auront en charge le vote des lois qui régissent notre pays, dépendra en définitive l'usage raisonné ou la poursuite du gaspillage de nos ressources naturelles, la préservation ou le sacrifice au confort d'aujourd'hui, des chances de demain.

Il devient chaque jour plus clair qu'un mode de développement différent de celui que nous subissons doit être défini et engagé. Il doit être fondé non seulement sur les véritables aspirations des hommes, mais aussi sur une utilisation radicalement repensée des ressources naturelles. La manière dont celles-ci sont utilisées en France n'est pas sans influence sur les modes de gestion qui se mettent en place sur la planète et en particulier dans certains pays du Tiers-Monde. Gaspiller en France, c'est aussi gaspiller des ressources venues d'ailleurs et détruire parfois les possibilités de développement des pays dont elles proviennent.

Comme le montre la "stratégie mondiale de la Conservation",^{*} la saine gestion des ressources naturelles est une condition essentielle du maintien d'un développement à long terme. Les textes législatifs, particulièrement les lois de finances, les plans et les lois programme, doivent prendre en compte les 3 objectifs de stratégie.

- . Le maintien des processus écologiques essentiels et des systèmes entretenant la vie.
- . La préservation de la diversité génétique
- . L'utilisation raisonnée et durable des espèces et des écosystèmes.

* (document approuvé par les Nations Unies et adopté par la France en 1980)

Aux yeux des associations de protection de la nature, le futur Parlement devra prendre en compte les orientations suivantes, seules capables de promouvoir une forme de développement conforme au respect des ressources naturelles et susceptibles de conduire à une politique de plein emploi de nos concitoyens.

1— QUELS ESPACES POUR L'AVENIR ?

* Les finalités et les modes d'exploitation de l'espace agricole et forestier actuellement calqués sur ceux de l'industrie, des modes de gestion de plus en plus dominés par les impératifs d'une fausse rentabilité économique, défont l'agriculture et vident la terre de ses hommes. Parce qu'elles se fondent sur des phénomènes biologiques, la production agricole et l'organisation de l'espace rural doivent au contraire suivre un développement qui leur soit propre.

* L'espace rural actuel doit conserver entre autres, sa vocation de production agricole. Il faut arrêter le gaspillage des sols fertiles lié à une implantation privilégiée sur ces derniers, d'agglomérations urbaines, de zones industrielles ou de résidences secondaires grandes consommatrices d'espace par effet direct ou indirect (viabilisation excessive). Il est aberrant de laisser disparaître des zones agricoles productives et de lancer parallèlement, à grands frais, de vastes programmes d'aménagement de zones marginales ou faiblement productives à court terme (plan drainage) sous prétexte que la France manque d'espaces agricoles.

* Les zones marginalisées, les zones peu exploitées ou restées "naturelles" doivent impérativement être sauvegardées (zones littorales non construites, alpages, etc...). Elles sont à même d'assurer le maintien d'un patrimoine génétique botanique et zoologique indispensable aux générations qui nous suivront.

Les cultures interstitielles sont un exemple de production originales auxquelles ces zones pourraient être vouées.

* Mais la campagne française ne peut, ne doit pas être transformée en "usine à produire". Elle doit garder pour la France et les Français, la polyvalence qui en fait sa richesse.

* Une nouvelle politique agricole doit être élaborée. Elle doit refuser les partitions de l'espace en Agriculture productiviste/agriculture pauvre ou Agriculture/milieu naturel. Cette nouvelle politique doit :

. déterminer les productions en fonction du milieu et non créer à tout prix, les conditions de développement de spéculations jugées rentables.

. améliorer le revenu des agriculteurs en leur permettant de diminuer les coûts de production et non en développant la productivité, ce qui est à l'origine de surplus fort coûteux pour la collectivité.

. limiter l'utilisation de produits chimiques au strict nécessaire afin de limiter la pollution de l'environnement (par exemple nitrates ou pesticides)

. privilégier la qualité des produits

* Les espaces fragiles (littoral, zones humides, montagne, etc) doivent faire l'objet de mesures de protection particulières de façon à conserver leur richesse tant écologique qu'économique et aussi bien à court terme qu'à long terme.

* La qualité des milieux biologiques des DOM TOM (en particulier, mangroves, forêts tropicales, lagons, récifs coralliens, etc) doit être préservée.

* Ces grands principes doivent s'appliquer évidemment à l'espace urbain où la qualité de la vie doit être développée. En particulier, on s'attachera à ce que la nature soit largement présente en ville.

2—QUELLE ENERGIE POUR QUELS USAGES

La consommation totale d'énergie en France est passée de 196,3 millions de TEP en 1974 à 191,6 en 1984, faisant la preuve que la FFSPN avait raison en affirmant que le progrès peut être dissocié de la croissance énergétique. Mais dans le même temps, sous le prétexte de l'indépendance énergétique, la production d'électricité nucléaire est passée de 13,9 milliards de KWh à 181,8 milliards de KWh (x 13), et malgré un récent ralentissement du programme nucléaire, cela conduit la France à exporter massivement une électricité devenue exédentaire. Pourtant, en dépit de toute logique économique et écologique, on continue ou l'on s'apprête à détruire des centaines de cours d'eau français encore intacts par des microcentrales dont la seule justification est d'être une source de financement pour les collectivités locales. Dans le même temps, la recherche de véritables économies d'énergie a pratiquement cessé, le gaspillage réapparaît, et la mise en œuvre des énergies nouvelles est au ralenti. Plus grave encore, l'information est devenue plus incertaine et même occultée, plus que jamais monopolisée par l'Administration et quelques groupes de pression. L'énergie nucléaire est présentée comme si tous les problèmes (risques industriels, génétiques, traitement et stockage des déchets radioactifs...) étaient résolus, alors que les experts estiment aujourd'hui qu'il n'en est rien. Enfin, aucune analyse comparée n'est menée pour savoir ce que coûteront à la Nation, en emplois (créés, à créer ou supprimés) en atteinte aux milieux naturels, et en modification de l'agriculture, les choix sur les énergies nouvelles (éthanol végétal, etc) que l'on s'apprête à faire. La FFSPN considère qu'aucun programme politique ne saurait être crédible s'il ne formule pas de propositions concrètes visant à supprimer ou à infléchir les erreurs et les contradictions ci-dessus.

3— QUEL DEVENIR POUR LES RESSOURCES NATURELLES

La qualité des sols, de l'air et l'eau se dégrade chaque jour. Une politique volontariste qui limite le gaspillage et permet la diminution de la pollution doit être engagée.

En ce qui concerne l'eau, la priorité doit être l'amélioration de la qualité de l'eau (souterraine ou de surface) dans le milieu naturel. Ceci est moins coûteux et plus rationnel que de devoir traiter l'eau pour l'utiliser (dans l'industrie et surtout pour l'alimentation en eau potable). Un programme sérieux doit être engagé pour régler le problème des nitrates. La surveillance continue, en ce qui concerne les métaux lourds et les herbicides, doit être nettement développée.

Dans le domaine de l'air, la taxe sur la pollution doit être étendue à d'autres polluants que le dioxyde de soufre. Un programme d'actions et non de bavardage doit être immédiatement mis en oeuvre. L'utilisation de l'essence sans plomb doit être accélérée. Les industriels et Electricité de France, responsables de plus de la moitié des pollutions à l'origine des pluies acides doivent faire l'objet d'un plan rapide de diminution de leurs rejets.

Le sol, milieu vivant et vaste usine de recyclage naturelle, doit être préservé et géré de manière cohérente.

La FFSPN demande qu'à l'obsolescence des biens de consommation soient substituées de nouvelles normes favorisant une importante longévité des fabrications. Le concept même de "déchets" et de "pollution" concomitante, doit être remis en cause. Le recyclage doit se substituer selon un échéancier précis et contraignant aux rejets, à la décharge ou à tout autre traitement anti-écologique des résidus industriels, agricoles et domestiques.

La loi sur la protection de la Nature, qui va fêter son dixième anniversaire doit faire l'objet d'une attention particulière dans son application. Les lois votées doivent être en conformité avec l'article 1 de cette loi.

La politique de protection des espèces et des espaces doit connaître un renouveau important.

Les activités qui entraînent un prélèvement dans le milieu naturel (chasse pêche, notamment) doivent se conformer au principe fondamental que ce prélèvement ne doit pas compromettre la ressource et que les pratiquants doivent se soucier du maintien des milieux naturels nécessaires aux espèces prélevées

4— QUELS TRANSPORTS

La politique des transports influe aussi bien sur la consommation de l'espace (zones agricoles, massifs forestiers, etc) que sur la destruction ou le gaspillage de ressources naturelles. Il faut repenser l'aménagement du territoire en fonction des nuisances induites par les modes de transport utilisés. Il faut favoriser les moyens de transport les moins néfastes à l'environnement et les plus économes en énergie. Il faut préférer un aménagement du terri-

toire qui donne la priorité aux circuits courts et aux déplacements limités.

Le contrôle du transport de matières dangereuses doit encore être renforcé.

5— QUELLE PARTICIPATION POUR LES CITOYENS

La décentralisation doit s'accompagner de mesures sérieuses pour éviter que le transfert de compétences de l'Etat vers les collectivités territoriales n'entraîne des destructions irrémédiables de la qualité de l'environnement. L'Etat doit mettre en place des garde-fous et donner aux élus locaux des moyens sérieux pour gérer au mieux les ressources naturelles dont ils deviennent responsables. Il est notamment indispensable que l'on crée des services extérieurs du Ministère de l'Environnement.

Sans un programme sérieux d'éducation, de formation et d'information toute politique de protection de l'environnement est vouée à l'échec. Les parlementaires doivent donc veiller particulièrement à ce que cet aspect ne soit pas oublié.

La vie associative dans le domaine de l'environnement doit être soutenue et les élus doivent améliorer le dialogue avec les associations.

Le citoyen doit être mieux informé et doit avoir plus les moyens de participer et de donner son avis sur les projets qui seront réalisés avec l'argent des contribuables ou qui risquent d'avoir des conséquences sur la qualité de la vie.

Les études d'impact doivent être améliorées et ne pas être, comme c'est souvent le cas actuellement, une justification a posteriori de choix effectués au préalable. Elle doit redevenir ce que le législateur avait voulu en 1976, c'est à dire être une aide à la décision et non un habillage administratif de décisions déjà prises.

Le Parlement doit exercer un meilleur contrôle des textes qu'il a votés. Il apparaît de plus en plus, ces 10 dernières années, que cette application est laissée à l'appréciation des services qui ne mettent aucune diligence à respecter la volonté du Parlement.

La reconnaissance du référendum d'initiative populaire serait, dans le cadre de la décentralisation, un moyen essentiel pour assurer la participation des citoyens à la gestion de leur cadre de vie.

6— LA CROISSANCE TOUJOURS

Espaces, matières premières, ressources naturelles, sources d'énergie ont été sans ménagement mis au service de la "croissance," dogme de l'économie d'après guerre. A l'évidence, une telle croissance ne peut continuer pour la France comme pour l'ensemble des pays industrialisés. Continuer à piller la planète et l'espace national n'est plus acceptable vis à vis des générations à venir comme vis à vis du Tiers Monde.

Il en va de même de la démographie. Il est impératif pour guider, dans cet esprit, les choix politiques en ce domaine, que soient évalués les niveaux de population susceptibles de maintenir et (ou) de restaurer les ressources naturelles.

La FFSPN constate qu'au cours des dix dernières années, des progrès ont été réalisés pour que les concepts écologiques soient pris en compte dans la gestion du pays. Mais trop souvent, le discours a prévalu sur la réalité, par la force des habitudes, par manque de volonté politique, par la prépondérance d'intérêts privés sur les intérêts collectifs.

CONCLUSION

La FFSPN considère que la mise en application des grands principes écologiques rappelés précédemment, loin de provoquer des difficultés supplémentaires à notre économie, permettrait au contraire de surmonter la crise actuelle.

Cette dernière, en dépit de l'analyse communément répandue n'est pas conjoncturelle. Elle provient pour majeure partie de la crise de l'environnement provoquée par le pillage des ressources naturelles auquel se livre la civilisation industrielle contemporaine. Une nouvelle politique économique fondée sur l'application de modèles écologiques permettrait de créer de nouveaux secteurs d'activités dans le domaine du recyclage, de l'énergie, etc... Une nouvelle politique de l'aménagement du territoire qui ne concentrerait plus la population autour de quelques grands centres de production industrielle et d'affaires, permettrait d'enrayer l'exode des ruraux vers des métropoles saturées et invivables. Elle créerait les conditions indispensables d'un autre mode de développement auquel aspire l'immense majorité des citoyens.

La FFSPN reconnaît que la voie proposée n'est pas une voie facile. Elle suppose une prise de conscience, une responsabilité individuelle et collective et un abandon de pratiques de facilité et d'égoïsme qui ont marqué ces dernières décennies.

La FFSPN pense néanmoins que c'est là une ambition, un grand dessein à la mesure de notre pays et qu'il peut assurer un avenir soucieux de préserver la diversité biologique qui a fait jusqu'à présent une des richesses de la France.

Paris, le 17 janvier 1986.

POINT DE VUE 1986

Les divisions politiques en France sont bien antérieures à la venue des problèmes écologiques dans le débat public. Mais depuis les quinze ou vingt ans que droite et gauche les gèrent, et à la veille des élections de 1986, une réflexion sur le problème s'impose.

LE TOUR DU CADRAN

Rendons à la droite française ce qui fut sien: c'est celle, lorsqu'il devint impossible de contourner la question écologique, qui créa le premier Ministère de l'Environnement. Ce fut l'oeuvre d'un homme, Robert POUJADE, resté à bien des égards un modèle. Depuis, ministères et problèmes se sont succédés, avec des bonheurs divers. Mais on ne peut pas dire qu'en 1981 les écologistes étaient satisfaits de la situation. Malgré un scepticisme nourri du contact sur le terrain, particulièrement dans certaines régions, les protecteurs de la nature que leur sensibilité politique portait majoritairement à gauche, si l'on en croit les politologues, se sont en général réjoui de l'arrivée de la gauche au pouvoir.

Les options sur l'Environnement du parti socialiste étaient proches (à défaut de coïncider avec elles) de leurs orientations: tel par exemple le ralentissement du programme nucléaire français défendu par Paul QUILLES. Et comment n'y aurait-il pas eu enthousiasme, lorsqu'on vit débouler comme Secrétaire d'Etat un Alain BOMBARD rayonnant devant une salle comblée (A.G. de la FFSPN mai 81). L'idylle a peu duré, et l'arrivée au Ministère de Michel CREPEAU a semé le désarroi. Faisant fi de toute subtilité en matière associative, mélangeant tout, découvrant en Aquitaine 480 associations de protection de l'Environnement (y compris la C.G.T.) remplaçant l'analyse de fond par une démagogie gouailleuse et dévastatrice, Monsieur CREPEAU a fait reculer - de 80 ans dans certains domaines - la protection de la Nature en France.

Son remplacement par Madame BOUCHARDEAU, fut un soulagement. Philosophiquement, politiquement proche des associations de protection de la nature, celle-ci a entrepris des réformes dont la plupart furent activement soutenues par le mouvement associatif. Les décisions changeaient, mais plus encore le climat de la concertation. Cependant les orientations et les méthodes de la politique française ont peu à peu piégé Mme BOUCHARDEAU, qui n'a pu ou voulu contrer ni les initiatives regrettables en matière d'environnement d'un gouvernement exécrable, ni les manoeuvres dilatoires et vicieuses de l'Administration. Celle-ci est peu disposée à des réformes qui bousculeraient les habitudes et les privilèges des grands corps dont elle est issue, ou des groupes de pression économique qui sont ses interlocuteurs réguliers.

Chez les militants au ras des pâquerettes, la déception a peu à peu cédé la place à l'amertume, puis à la colère, devant ces dérapages successifs - de la mise aux oubliettes du droit de non-chasse, à la mise en bière des militants de Greenpeace. Déçus, amers, les français pour qui la conservation de la planète est une priorité parmi les priorités, et la liberté d'expression et de manifestation une des bases de la démocratie politique, ont ainsi fait le tour du cadran.

VOTER OU NE PAS VOTER...

A l'horizon 86, bien des illusions s'effondrent. La société française, plus que jamais embagnolée, plus que jamais emplumée de ses cocoricos, plus que jamais autosatisfaite, n'a que mépris pour l'écologie (1). C'est tellement vrai que personne n'évoque actuellement ce rôle d'arbitre possible (souvenons-nous des courtoisies de 81!) des électeurs motivés par ces problèmes. C'est simple, tout se passe comme s'ils avaient vraiment disparu de la société française. Une des raisons de ce triste constat n'est-elle pas à chercher dans le fait que le paysage de l'écologie politique en France est singulièrement pâle, peu attractif et partant, peu susceptible d'un score significatif électoralement.

Certes, il y a dans quelques régions une réelle convergence entre le milieu associatif et les candidats "verts", et par suite une image politique positive. Mais le plus souvent, et tout particulièrement au niveau national, le panorama est affligeant. Voilà des gens neufs en politique qui critiquent avec virulence les moeurs traditionnelles et qui, depuis 10 ans, offrent en spectacle à de nombreux français ce qu'on fait de mieux en matière d'autodésignation, d'exclusives, d'anathèmes, et de vœux pieux. Et les autres, tous les autres du niveau zéro de l'écologie, qui s'efforcent quotidiennement de défendre les arbres, les forêts, les hérissons et l'air pur, et qui y rencontrent si rarement ces brillants causeurs, devraient voter pour eux?

Pour parler franc, le choix devient ardu. Voter à gauche, c'est pousser BOUCHARDEAU, mais c'est garder DUROURE (PS LANDES) qui fait exclure les écologistes des Commissions forestières. Voter à droite, c'est pousser STASI (CDS Haute Marne) qui propose l'entrée des dits écologistes dans les mêmes commissions et qui sou-

tient l'agriculture biologique, mais c'est prendre PINTAT, que nous connaissons trop.

Voter écolo enfin, c'est dans bien des cas voter pour des quarterons de contestataires en retard d'une guerre qui ont choisi démocratiquement, disent-ils, mais sans nous consulter, l'avenir de la France en matière de Défense Nationale (2) ou de démographie (3) par exemple. En fait, un véritable succès des thèses écologistes aurait entraîné une "intégration" de ces thèses par le monde politique, une redéfinition profonde des analyses et des programmes, et non la création d'un courant politique axé sur la seule spécificité écologique. Disons-le tout net : pour nous, la création de ce courant illustre l'impuissance de l'écologie à modifier les orientations actuelles des sociétés.

DES ALTERNATIVES, ENCORE DES ALTERNATIVES, TOUJOURS DES ALTERNATIVES.

Or, qui ne voit aujourd'hui, au cœur de ces sociétés, le retour grandissant de la Barbarie? Celle-ci n'est pas tant dans la régression, pour-tant foudroyante, du droit et des libertés sur la planète que dans la destruction de celle-ci. La petite histoire dit que "derrière les Huns d'Attila, l'herbe ne repoussait pas". Notre histoire, actuelle, contemporaine, constate que c'est derrière la civilisation industrielle que cette image s'impose. Car la forêt des Vosges qui crève, ou nos rivières mortes ne sont pas des images naïves, mais d'effrayantes réalités. Devant un tel constat, que faire ? Comment agir? N'y a-t-il comme issue que la résignation désespérée ?

Un élément de réponse nous est fourni par le rappel de caractères déterminants des sociétés humaines en régime démocratique.

- D'abord, que les institutions et la loi viennent le plus souvent couronner, codifier les formes de la vie sociale déjà existantes et non l'inverse (4). Et les tenants de l'écologie politique qui croient le contraire se trompent lourdement, comme bien d'autres révolutionnaires avant eux. Par contre, c'est en créant des alternatives, en enseignant avec une autre approche, en cultivant la terre avec d'autres méthodes, en essayant de faire fonctionner des circuits ou des systèmes économiques avec d'autres critères et d'autres finalités, que se construiront peu à peu des relations humaines différentes, des espaces humains nouveaux ; et peu à peu, il faudra bien que les institutions comptent avec eux, s'adaptent à eux. Toutefois, il est clair que les tentatives gêneront, et qu'on essaiera de les abattre. C'est d'ailleurs déjà le cas. Par exemple, qui n'a remarqué l'offensive généralisée déclenchée depuis quelques années déjà (mais avec virulence depuis 2 ans)

contre les médecines dites "douces" ou "alternatives" au moment où la population se rallie largement à ces thérapeutiques (5).

- le second caractère déterminant qu'il convient de rappeler, c'est que (aujourd'hui plus que jamais) le rôle fondamental des politiques est bien de maintenir ouvertes les voies de liberté et donc les passages vers les alternatives et la recherche d'un avenir équilibré pour la planète. Nous n'avons pas tant à nous préoccuper des clivages anciens droite, gauche, etc..., que de ce critère essentiel.

Ainsi, tous ceux qui, en politique, favorisent cet espace de liberté aident au développement des alternatives. Ils font donc oeuvre utile, quel que soit leur parti, y compris les verts ; mais y compris les autres ; et ils doivent être poussés en avant. C'est relativement facile aux plus bas niveaux de la représentation civique (municipalités). Cela l'est déjà moins au niveau régional, et c'est bien difficile au niveau national, où le système des partis pèse plus sur le choix des hommes que l'avis des citoyens. A ce stade, notre action doit donc se faire autrement, et s'inspirer du "lobbying" (actions d'un groupe de pression) à l'américaine. Certains d'entre nous s'y essaient déjà ; mais il faut s'organiser, développer, rendre efficaces nos interventions pour appuyer, mais aussi susciter par nos projets, nos études et notre pression, l'action de ces élus.

Les associations, dans de telles perspectives, doivent continuer d'être et devenir plus pleinement, des lieux de pensée libre et créatrice, de réflexion, où se préparent, se proposent, et peut-être à cause de cette intuition que nombre d'entre elles se veulent "apolitiques". Elles seront beaucoup plus efficaces, lorsque chacun aura plus clairement conscience des mécanismes essentiels de cette évolution.

Pierre DELACROIX
Vice président de la SEPANSO

(1) Traduisant sur un problème précis (l'énergie) l'état d'esprit de la classe politique, le Sénateur PINTAT (Sud Ouest 7.12.85) se félicite de la poursuite du programme nucléaire par les socialistes, et de "la fin du mirage solaire", juge les économies d'énergie achevées et critique la taxation des énergies importées par l'Agence Française pour la maîtrise de l'énergie (AFME)...

(2) Je ne suis pas un fanatique du nucléaire, sinon ça se saurait! Seulement, l'Histoire nous apprend à ne pas croire davantage les sourires de Gorbatchev que ceux de tous les autres. Mais surtout, il n'y a jamais eu en France de débat national, entre tous les Français, tous arguments sur la table, pour faire un véritable

choix en matière de Défense Nationale. Dans ces conditions, et en décidant d'être favorable à une non-violence jamais définie avec précision devant le pays, les Verts font eux aussi un choix qui, même s'il est intéressant, n'est pas démocratique. C'est un postulat, un de plus, aussi chargé de préjugement que ceux des généraux qu'ils dénoncent.

(3) Sans être un partisan inconditionnel de Chaunu (Universitaire connu pour ses prises de positions radicales pour le natalisme contre l'avortement, etc...) on peut s'étonner du nombre élevé d'universitaires sérieux qui défendent avec acharnement le lynx ou les hannetons, mais qui sont pris d'une rage castratrice incroyable dès qu'on leur fait remarquer que la France vieillit, qu'il "faut" faire des enfants, et que "Francus Abilis" vaut autant à protéger que le sapin des Vosges. Sinon, pour quoi et pour qui protégerait-on le sapin des Vosges? Décidément, Debré et Le Pen vous traumatisent...

(4) Un seul exemple, pris sans jugement de valeur dans les faits contemporains : malgré les fortes réticences du corps social, la cohabitation juvénile tend à précéder de plus en plus souvent, puis à remplacer le mariage. Les institutions commencent par nier le fait, puis le reconnaissent, puis l'intègrent. C'était impensable il y a 30 ans. Qui a précédé, les institutions ou le fait ?

(5) Certes, l'initiative de Mme DUFOIX (voir "Le Monde de la médecine" du 11.12.85) visant à ouvrir officiellement l'enseignement de la médecine à l'acupuncture et à l'homéopathie pourrait laisser douter de cette conclusion. Il nous semble pourtant qu'elle la confirme puisqu'elle tend à officialiser deux thérapeutiques déjà entrées dans les mœurs mais parallèlement, elle risque de marginaliser encore davantage des médecines intéressantes et apparemment efficaces - de l'ostéopathie à la médecine antroposophique.



LA POLLUTION DE L'AIR PAR LES OXYDES DE SOUFRE EN FRANCE EN 1985

En 1985, on a enregistré à nouveau une diminution significative de la quantité totale d'oxydes de soufre rejetée à l'atmosphère. Les émissions ont été de 1.794.000 tonnes, ce qui correspond à une baisse de 47% depuis 1980 (année de référence au plan international en ce domaine).

En ce qui concerne la qualité de l'air dans les villes, les conditions météorologiques très défavorables du début de l'année (cf vague de froid exceptionnelle en janvier et les alertes au smog dans la Ruhr) ont conduit à une légère détérioration en 1985 par rapport à 1984.

Cependant, les pollutions sont en ordre de grandeur moitié plus faibles qu'il y a dix ans.

Les pollutions les plus importantes sont mesurées dans l'agglomération de STRASBOURG (74 microgrammes par mètre cube). L'augmentation est sensible par rapport à l'année précédente. Le Ministre de l'Environnement a demandé au début de 1985 au Préfet du Bas-Rhin et au Maire de STRASBOURG de lui proposer de nouvelles actions de réduction des rejets ; elles devront être mises en oeuvre en 1986.

SUBSTANCES CHIMIQUES DANGEREUSES

Au mois de juin 1985, le Bureau Européen de l'Environnement a organisé à Bruxelles un séminaire sur la politique de la Communauté Européenne concernant les substances chimiques existantes.

La FFSPN vient de recevoir le compte rendu de cette conférence.

Vous pouvez le consulter à :

FFSPN
57, rue Cuvier
75005 PARIS



Décret n° 85-1189 du 8 novembre 1985 fixant la liste des espèces de poissons, de grenouilles et de crustacés susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques

Le Premier ministre,
Sur le rapport du ministre de l'environnement,
Vu la loi n° 84-512 du 29 juin 1984 relative à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles ;
Vu le titre II du livre III du code rural, et notamment ses articles 406 et 413 ;
Vu le décret n° 58-874 du 16 septembre 1958 modifié relatif à la pêche fluviale ;
Vu l'avis du Conseil supérieur de la pêche en date du 22 mai 1985 ;
Vu l'avis du Conseil national de protection de la nature en date du 20 juin 1985,

Décrète :

Art. 1^{er}. - La liste des espèces de poissons, de grenouilles et de crustacés susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques dans les eaux visées au titre II du livre III du code rural et dont l'introduction dans ces eaux est, de ce fait, interdite, est fixée comme suit :

Poissons :

Le poisson-cnat : *Ictalurus melas* ;
La perche soleil : *Lepomis gibbosus*.

Grenouilles :

Les espèces de grenouilles (*Rana sp.*) autres que :

Rana arvalis : grenouille des champs ;
Rana dalmatina : grenouille agile ;
Rana iberica : grenouille ibérique ;
Rana honnorati : grenouille d'Honnorat ;
Rana esculenta : grenouille verte de Linné ;
Rana lessonae : grenouille de Lessona ;
Rana perezi : grenouille de Perez ;
Rana ridibunda : grenouille rieuse ;
Rana temporaria : grenouille rousse ;
Rana groupe esculenta : grenouille verte de Corse

Crustacés :

Le crabe chinois : *Eriocheir sinensis*.

Les espèces d'écrevisses autres que :

Astacus astacus : écrevisse à pattes rouges ;
Astacus torrentium : écrevisse des torrents ;
Austropotamobius pallipes : écrevisse à pattes blanches
Astacus leptodactylus : écrevisse à pattes grêles.

Art. 2. - L'article 29 du décret du 16 septembre 1958 modifié susvisé est abrogé.

Art. 3. - Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 1986.

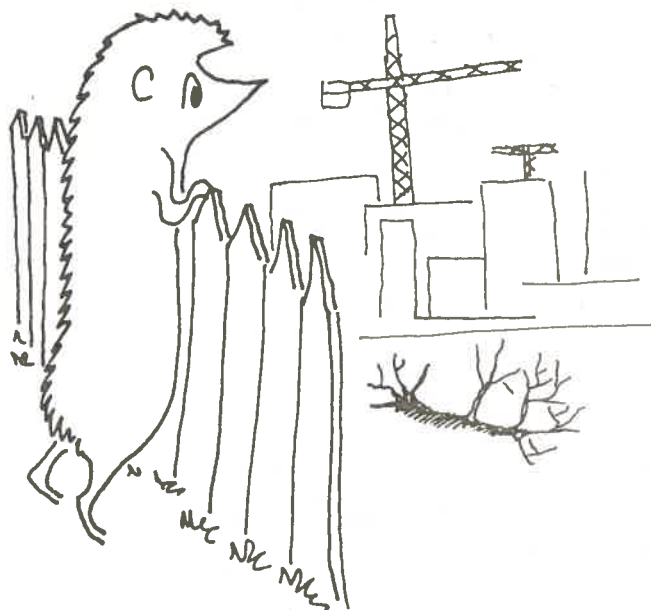
Art. 4. - Le ministre de l'environnement est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 novembre 1985.

LAURENT FABIOUS

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'environnement,
HUGUETTE BOUCHARDEAU



HERISSON CONTRE DONALD

Il est loin d'être sûr que le Disneyland puisse être implanté à Marne la Vallée...

En effet, malgré l'accord donné par le Premier Ministre, ce type de projet est soumis à étude d'impact sur l'environnement suivie d'enquête publique.

La Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature, qui a choisi le hérisson comme emblème, émet les plus extrêmes réserves sur cette décision qui met en danger une remarquable zone verte de la région parisienne.

La FFSPN s'étonne également qu'une telle décision ait pu être prise sans que les populations concernées aient eu l'occasion de s'exprimer alors que c'est le gouvernement Fabius qui a voulu donner une nouvelle ampleur aux enquêtes publiques.

Les associations de protection de la nature sont prêtes à entamer le combat pour la préservation du patrimoine naturel de cette zone et pour le respect de la loi.

Elles ne se laisseront pas intimider par un coup de force à caractère électoral.

Communiqué de presse du 18.12.1985

TRANS-MANCHE

LE LUNDI 20 JANVIER, A L'ISSUE D'UN ENTRETIEN D'UNE HEURE A LA PREFECTURE DE LILLE, Mme M. THATCHER et M. F. MITTERRAND ONT ANNONCE LE PROJET RETENU POUR LE LIEU FIXE TRANS-MANCHE. IL S'AGIT, DANS UN PREMIER TEMPS, DE DEUX TUNNELS FERROVIAIRES QUI POURRAIENT ETRE ULTERIEUREMENT COMPLETES PAR UN AUTRE TUNNEL RESERVE A LA CIRCULATION ROUTIERE.

VOICI LES POSITIONS DES ASSOCIATIONS DE PROTECTION DE LA NATURE AVANT ET APRES LA PRISE DE CETTE DECISION.

AVANT

LIAISON TRANSMANCHE L'OPINION DE NORD NATURE

La Fédération NORD-NATURE qui regroupe sur la Région Nord Pas de Calais, une quarantaine d'Associations de défense de la Nature et de l'Environnement, plusieurs centaines d'adhérents individuels et représente donc plusieurs milliers de personnes sensibles à l'écologie, tient à exprimer ses réserves les plus expresses quant aux divers projets de liaison Transmanche.

Sans entrer dans un examen approfondi des aspects socio-économiques des projets, il semble qu'une telle liaison fixe ne soit ni nécessaire, ni suffisante pour remédier aux problèmes régionaux, et même que son utilité reste très discutable, la mer ne constituant pas un obstacle rigide comme une montagne, mais bien plus un lien vivant qui permet un passage aisé et diversifié.

Sur le plan environnement, des risques considérables existent pour chaque projet et même celui qui apparaît le plus sûr et le moins néfaste, celui de la seule liaison ferroviaire par tunnel avec navette (FRANCE-MANCHE) génère des problèmes inquiétants :

- celui des déblais qui, déposés à terre, vont recouvrir des surfaces naturelles considérables ou, rejetés en mer, vont entraîner une turbidité des eaux et des dépôts qui vont nuire très gravement aux populations de poissons marins et donc aggraver considérablement les problèmes de la pêche régionale (impact actuellement non sérieusement étudié).

- celui des infrastructures au sol qui vont amener une convergence des trafics en un seul point, alors que l'éclatement actuel (Boulogne, Calais, Dunkerque et même au delà avec Cherbourg ou Ostende) permettait un équilibre, un choix et une répartition harmonieuse. Ces infrastructures, qui vont nécessairement s'accompagner d'activités annexes, vont encore réduire les espaces naturels et agricoles dans notre région déjà lourdement atteinte dans ce domaine (impact actuellement non pris en compte).

- celui des risques ou cas d'accident, à l'occasion du passage par le tunnel de matières toxiques volatiles, car ici, malgré les précautions prises, ceux-ci seront considérablement aggravés par rapport à toutes les autres structures de transport existantes (risques actuellement non pris en compte).

Pour ces diverses raisons, la Fédération NORD-NATURE ne peut qu'être très réservée vis à vis des projets de liaison fixe Transmanche, d'autant que les moyens actuels, déjà très performants, écologiquement diversifiés, peuvent toujours être améliorés ; le lien fixe apparaît surtout comme une réalisation de prestige, coûteuse, non indispensable, comportant des atteintes graves à l'environnement régional et, par suite, des risques pour l'économie régionale.

QUELLE LIAISON A TRAVERS LA MANCHE ?

Les gouvernements français et britannique doivent choisir un mode de liaison fixe à travers la Manche. Ce choix aura d'importantes conséquences économiques, sociales et écologiques. Il devrait donc, en saine démocratie, faire l'objet d'un débat public. Or, à part une description des projets présentés et de nombreuses publicités, peu d'articles venant des citoyens et de leurs associations n'ont encore pesé le pour et le contre.

Une liaison fixe à travers la Manche ? Pourquoi pas. On en parle depuis longtemps. L'adhésion de la Grande Bretagne à la C.E.E plaide en sa faveur. Mais quelle liaison ? Pont ou tunnel ? A dominante routière ou à dominante ferroviaire ? C'est là la question.

Dans le choix, d'assez nombreux facteurs doivent être pris en compte :

- l'impact sur les emplois existants et sur la rentabilité des investissements déjà faits dans les ports et pour les ferries.
- l'impact direct sur l'environnement,
- la commodité pour les usagers,
- le coût et la rentabilité des divers projets.
- doit-on favoriser les transports routiers ou les transports en commun des voyageurs et de marchandises ? Lesquels sont les moins polluants, les plus économes en énergie et en espace ?

Quelques faits aident à y voir plus clair :

- une liaison faisant la part trop belle à la route arrêterait rapidement les transports par ferries,
- un tunnel routier exige une aération poussée, donc des fûts artificielles préjudiciables à l'environnement marin et rendant plus difficile une très dense circulation de navires,
- sauf s'il peut se payer l'avion ou se soumettre à ses contraintes de tarif réduit, l'usager des transports en commun met longtemps pour aller de Paris à Londres ; pour lui, la bonne solution est celle du tunnel ferroviaire ; s'il est lié à un TGV-Nord, il mettra Londres à environ 3 h de Paris, centre à centre, un peu moins que l'avion ; encore faudra-t-il que les trains directs aient, dans le tunnel, la priorité sur les navettes prévues pour transporter voitures et camions. L'automobile ou le camionneur gagnerait environ 1/2 h sur les ferries avec les navettes d'un tunnel, peut-être une heure avec un pont routier à péage ; c'est peu pour un trajet Paris-Londres dont la partie sur terre lui demande au moins 5 heures. D'autre part, un tunnel est utilisable par tous les temps ; c'est moins sûr pour un pont.

- les projets de ponts, Euroroute en particulier, sont très chers (100 milliards pour Euroroute). Les péages les rendront-ils rentables sans être si élevés que la concurrence des ferries existants jouera à plein ? Par contre, lié à un TGV-Nord, un tunnel ferroviaire attirera bien des voyageurs routiers et aériens et, comme le TGV Sud Est, provoquera de nouveaux voyages ; on peut donc prévoir que, comme ce TGV, ce tunnel aura une rentabilité très satisfaisante. L'importance des entreprises et des banques qui sont derrière le tunnel "France Manche-Channel Tunnel Group" laisse deviner que ce n'est pas une folie financière.

- l'on connaît enfin tous les défauts des transports routiers en matière de consommation d'énergie, d'encombrement, de sûreté et de pollution. La responsabilité des émissions des véhicules routiers pour la santé publique et le dépérissement des forêts est de mieux en mieux prouvée. Certes, des mesures viennent d'être prises contre les chauffards. Certes, la CEE a entamé un processus - trop lent et pas assez radical à mon avis car il ne touche guère les nombreuses petites voitures - qui doit conduire à des véhicules plus propres. Mais à quoi servirait de réduire de moitié les émissions polluantes, au kilomètre, de chaque véhicule si le trafic devait doubler ? Sans refuser les voitures et camions là où ils sont irremplaçables, l'on peut souhaiter qu'ils n'accaparent pas les liaisons où le rail est disponible.

Pour conclure, un seul des projets n'est pas inacceptable, celui du tunnel ferroviaire "France Manche Channel Group". Il deviendrait pleinement acceptable s'il était mené en parallèle avec la construction du TGV Nord et si priorité y était donnée aux TGV et autres trains directs de voyageurs et de marchandises et non aux navettes porteuses de voitures et de camions, qui devraient s'insérer au mieux dans le reste du trafic. Il faudra également mesurer avec un très grand soin l'impact du chantier, puis des entrées du tunnel, sur l'environnement, l'urbanisme et le réseau routier. C'est là la solution qui combine le mieux le maintien des emplois permanents, le respect de l'environnement, la commodité et la sécurité pour les voyageurs et la rentabilité. Elle oriente surtout la politique des transports dans une direction où des techniques de pointe font bon ménage avec les impératifs écologiques.

Pierre SAMUEL

Président des Amis de la Terre

(Ceci est la position commune des Amis de la Terre de France et des Friends of the Earth britanniques).

APRES

TRANSMANCHE-REACTIONS

"LES AMIS DE LA TERRE" : "LE BON SENS A PRÉVALU"

Le bon sens a prévalu pour relier les cinq nations. Il s'agit maintenant de transformer l'es-sai en but .

Dans le tunnel sous la Manche, affirme l'organisation, les trains directs doivent avoir priorité sur les navettes transportant les voitures. Un TGV doit être construit pour y passer. Les impacts écologiques des déblais et des accès doivent être minimisés. Vu l'importance du projet, l'enquête d'utilité publique doit être particulièrement large, démocratique et soigneuse .

COLLOQUE

RENCONTRES INTERNATIONALES DE TOULOUSE 16-17-18 OCTOBRE 1986

COLLOQUE : "POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE, (P.A.C), RÉGIONS DÉFAVORISÉES ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT"

Ces rencontres internationales sont organisées par la FFSPN en collaboration avec la Fondation Européenne de la Culture (Institut pour une Politique Européenne de l'Environnement), les Ministères de l'Agriculture et de l'Environnement, les Organisations Professionnelles Agricoles, la région Midi-Pyrénées, l'Université des Sciences Sociales de Toulouse, la Direction Générale XI (Environnement) de la CEE.

Objectifs : l'Europe agricole est-elle sur le point d'entrer dans une ère nouvelle?

La réforme de certains aspects de la PAC (maîtrise des excédents agricoles, place de l'Environnement) se met en place dans la plupart des Etats membres de la CEE.

Le colloque se donne pour objectif de confronter les expériences de différents pays européens dans l'environnement, dans les stratégies locales relatives au développement agricole et rural.

Il conviendra d'analyser plus spécialement l'avenir des petites structures agricoles des régions défavorisées du Sud de l'Europe par rapport à l'extension de la PAC.

Pré-programme

Le colloque sera articulé autour des travaux de 3 commissions encadrées par des sessions introductives et conclusives qui se dérouleront en assemblée plénière.

SESSION INTRODUCTIVE (plénière)
Jeudi 16 octobre : 9 h - 12 h 30

Aspects macroéconomiques de la PAC

Bilan des impacts socioéconomiques et environnementaux de la PAC (politique des prix, politique des structures) dans les régions défavorisées.

Prospective de la PAC (scénarios d'évolution contrastés) et répercussions possibles sur l'espace rural des zones défavorisées.

COMMISSION 1
Jeudi 16 : 14 h - 18 h
Vendredi 17 : 9 h - 12 h 30

Approche microrégionale

Capacités d'adaptation et de développement des régions défavorisées ; études de cas (diagnostic et perspectives) portant sur : les reconversions, la pluriactivité, les politiques de qualité, le tourisme rural, en tant que réponses des agricultures locales.

COMMISSION 2
Jeudi 16 : 14 h - 18 h
Vendredi 17 : 9 h - 12 h 30

Ecologie et développement dans les régions défavorisées

Typologie des systèmes agraires et bilan écologique ; études de cas.
Les sous-thèmes suivants ne sont cités qu'à titre indicatif :

- * déprise agricole et ses conséquences pour le maintien du patrimoine biologique dans des régions diverses (montagne, plaine)
- * système de polyculture-élevage et leur impact sur la diversité biologique
- * gestion écologique des écosystèmes complexes : prairies humides...

L'accent sera mis sur le caractère innovant de modes de gestion de l'espace naturel conciliant écologie et pratiques agricoles.

COMMISSION 3
Jeudi 16 : 14 h - 18 h
Vendredi 17 : 9 h - 12 h 30

Bilan des politiques spécifiques mises en place pour intégrer développement agricole et protection de l'environnement dans les régions défavorisées.

Accords de gestion (la gestion de l'environnement complément de revenu pour les agriculteurs?)
Politiques de la montagne (bilan des Indemnités Spéciales).

SESSION CONCLUSIVE

Vendredi 17 : 15 h - 18 h

Sous forme de table ronde, la séance de clôture du colloque fera la synthèse des débats auxquels aura donné lieu l'examen des études de cas présentées dans les 3 commissions. Ce sera l'occasion de proposer des orientations pour des politiques agricoles plus soucieuses de la protection de l'environnement dans les zones défavorisées des Etats membres. Ce sera, enfin, le temps fort d'une confrontation des propositions des acteurs locaux face aux mesures retenues aux échelles nationales et communautaire.

Samedi 18 octobre :

Journée de visites sur le terrain

Problèmes des agriculteurs d'un département de la région Midi-Pyrénées : cas du Lot.

Si vous êtes intéressé ou si vous connaissez des personnes intéressées par l'un de ces thèmes, veuillez contacter :

Gisèle RICOU
INRA/ESR
BP 27
31326 CASTANET TOLOSAN CEDEX

COLLOQUE INTERNATIONAL
LA DEFORESTATION

LUNDI 3 ET MARDI 4 FÉVRIER 1986

A l'initiative de Friends of the Earth International, du WWF/France, et du Bureau Européen de l'Environnement, se tiendra à Paris les 3 et 4 février 1986 un colloque sur la déforestation. Il réunira des organisations non gouvernementales développement et environnement, des scientifiques et des représentants d'entreprises. Cette réunion de travail et d'information, aboutira à l'élaboration d'une résolution qui sera remise au Président de la République.

lundi 3 février : pluies acides sur l'Europe

mardi 4 février : les zones tropicales.

Ce colloque aura lieu à

l'Assemblée Nationale
101, rue de l'Université
75007 PARIS

Inscriptions auprès de :

LES AMIS DE LA TERRE
72, rue du Château d'Eau
75010 PARIS
Tél. 16 (1) 47.70.02.32 (après midi)

JOURNÉE BASSINS VERSANTS 25 FÉVRIER 1986

Organisée sous le double patronage de la Direction de l'Aménagement du Ministère de l'Agriculture et de la direction de la Prévention des Pollutions du Ministère de l'Environnement, cette journée vise à mettre en commun les nombreux travaux de recherches et d'études mettant en relation les pratiques agricoles et les teneurs en nitrates et phosphates des eaux.

Au programme :

Matinée

- 9 H 45 : présentation d'inventaires des sites d'études
- 10 h 15 : présentation d'une synthèse de travaux menés sur bassins versants (CEMAGREF) - Discussion.
- 11 H 15 : Présentation de deux opérations sur bassins versants en termes d'objectifs de méthodes et de résultats - discussion.

Après-midi

- 13 H 30 : présentation de quatre opérations sur bassins versants en termes d'objectifs de méthodes et de résultats - Discussion.

Date : le mardi 25 février 1986

Lieu : Ministère de l'Agriculture - Grande salle
jaune
78, rue Varenne - 75007 PARIS

Frais de participation : Néant.

S'inscrire avant le 1er février 1986 auprès de :

Monsieur DEBEAUX
Direction de l'Aménagement
Ministère de l'Agriculture
19, avenue du Maine
75732 PARIS Cédex 15

LES RECOMPENSES DU MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT

Le Prix du Conseil Supérieur des Installations Classées (50 000,00 F) a été attribué à la Société TITEUX, exploitant à DONCHERY (Ardennes) un atelier de galvanisation à chaud.

Le jury a ainsi tenu à récompenser le caractère exemplaire de la démarche suivie par cette société dans la réalisation d'aménagements internes ayant permis la suppression des rejets liquides industriels.

Cette distinction permet de souligner les efforts demandés à l'ensemble de la profession à l'occasion de la signature de l'arrêté ministériel du 26 septembre 1985 relatif aux ateliers de traitements de surface.

Les membres du jury ont, par ailleurs, tenu à manifester leur intérêt pour les réalisations et mesures présentées par la Société FECOMME dans son imprimerie à CLAYE SOUILLY (Seine et Marne) pour le traitement des effluents gazeux et pour celles de la société ROUSSEL UCLAF dans son usine de NEUVILLE-sur-SAONE (Rhône) pour diminuer les risques de pollution accidentelle des eaux, en décernant une mention spéciale à ces deux sociétés.

Une mention a été décernée en outre au titre du Prix Raymond DELABY à la "Compagnie des Bases et Lubrifiants" à LILLEBONNE (Seine et Marne) pour son mémoire sur l'analyse en permanence des PCB à l'entrée d'un centre de régénération d'huiles usagées.

Le jury n'a pas cru pouvoir, cette année, attribuer le prix qui est destiné à récompenser un auteur de mémoire ou d'ouvrages dont la matière s'inscrit dans le cadre de l'application de législation ou de la technique des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'INSTITUT DE FRANCE RECOMPENSE LE FONDS D'INTERVENTION POUR LES RAPACES.

Le prix BOTIAUX-BULAC 85 de l'Institut de France a été décerné à Monsieur Jean François TERRASSE, président du F.I.R. pour sa contribution à la protection de ces animaux.

L'Institut de France, composé de délégués des académies, était présidé pour l'occasion par le chercheur Etienne Wolf de l'Académie Française et de l'Académie des Sciences. Le rapporteur, M. DORST, ancien directeur du Muséum a souligné l'utilité des travaux du Fonds d'Intervention pour les Rapaces qui patronne notamment des expéditions itinérantes destinées à faire découvrir aux agriculteurs et aux écoliers l'utilité de ces rapaces.

La France abrite 3000 couples de rapaces. Ces "auxiliaires" de l'agriculture qui se nourrissent de rongeurs sont menacés par l'urbanisation, mais aussi par l'utilisation immodérée des insecticides.



CONCOURS DE DESSINS

* le F.I.R organise un grand concours de dessins sur le thème "SAUVONS LES AIGLES".

* Les dessins devront comporter un slogan en faveur de la protection des aigles. Les participants seront classés en deux catégories d'âges de 7 à 12 ans et de 13 à 15 ans.

* Le premier prix de chaque catégorie est constitué d'un voyage dans les Causses, sur le site de réintroduction des vautours fauves et l'observation d'un site d'aigle royal ou d'aigle de Bonelli. Nombreux autres prix.

* Dates du concours : du 1er janvier 1986 au 15 Avril 1986.

* Vous pouvez vous procurer le règlement de ce concours sur simple demande au Fonds d'Intervention pour les Rapaces.

F.I.R.
BP 27
92250 LA GARENNE COLOMBES

ANNONCES

OFFRE D'EMPLOI

La LPO recherche 1 animateur(trice) pour Juin-juillet-août-septembre 86

Profil du poste:

- solide expérience en animation
- sens des responsabilités et des relations
- connaissances en gestion
- connaissances en écologie marine et littorale: oiseaux-milieus

Envoyer C.V à :

J.F. LOUINEAU
LPO
La Corderie Royale
17305 Rochefort cedex



Dans le cadre de la campagne d'information en faveur des rapaces pyrénéens menée depuis plus de 18 mois dans les Pyrénées, le FIR est à la recherche d'un objecteur afin de relayer celui qui est en poste.

Profil du poste :

- un minimum de connaissances en ornithologie
- capacité d'animer des réunions, des projections, etc au niveau des scolaires, du grand public ou des chasseurs.

Candidature à adresser à :

FIR
BP 27
92250 LA GARENNE COLOMBES
Tél. (1) 47 71 02 87



A VENDRE CLICHEUR AUTOMATIQUE POUR PLAQUES OFFSET

Marque RICOH complet (S-3 et FE-2)
Etat impeccable - Prix neuf : 53 000 F
Prix de cession : 19 000,00 F-- Urgent

Tél. (1) 47.71.02.87



Association Nature BRENNE-PAYS BLANCOIS :

Recherche pour le 1er mai 1986 un objecteur de conscience ayant des connaissances naturalistes et des compétences d'animation..

Travail dans le cadre d'une Maison de la Nature:

- animation thématique (oiseaux, étangs, la forêt) auprès de scolaires, de groupes.
 - réalisation d'expositions, de matériel pédagogique, encadrement de sorties.
 - animation dans le cadre de la réserve de la Gabrière (Brenne)
- Permis + voiture indispensables

Contact:

Nature Brenne Pays Blancs
Maison de la Nature de Cambrai
36300 LE BLANC.

L'Association Ornithologique et Mammalogique de Saône et Loire recherche un objecteur de conscience pour Juin 86.

Travaux à effectuer :

- démarches administratives
- animation nature auprès des scolaires et des adultes
- contacts avec la presse, l'administration, le public
- recherche de terrain
- continuation des actions en cours

Une bonne connaissance de terrain et une solide motivation pour la protection de la nature sont souhaitées.

Contacter :

ASSOCIATION ORNITHOLOGIQUE ET MAMMOLOGIQUE
DE SAONE ET LOIRE
Chateau de la Verrerie
BP 53
71200 LE CRESOT
Tél. 85.55.01.11



CONSEIL ENVIRONNEMENT DE LA CEE

LES 28.29.11.85

Lors de ce Conseil, qui a réuni les représentants de tous les pays membres de la CEE, des questions suivantes ont été étudiées :

1/ LIMITATION DE POLLUANTS DANS L'ATMOSPHERE EN PROVENANCE DES GRANDES INSTALLATIONS DE COMBUSTION

Etant donné que des divergences de vues subsistent quant à la proposition de directive relative à la limitation de ces polluants, aucun accord n'est intervenu et le comité de représentants permanents doit poursuivre des travaux en la matière.

2/ POLLUTION VEHICULES A MOTEUR

Après les conclusions dégagées par le Conseil au mois de juin dernier au sujet des nouvelles valeurs d'émissions et des dates de leur application, le Conseil, lors de sa présente session, a dégagé un large accord sur un certain nombre de questions plus spécifiques qui étaient apparues dans la perspective de la mise au point du texte de la nouvelle directive.

Le Danemark a maintenu sa réserve générale.

3/ TENEUR EN SOUFRE DE CERTAINS COMBUSTIBLES LIQUIDES (Gas oil).

Le Conseil a procédé à un premier examen de la proposition de directive modifiant la directive 75/716/CEE relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant la teneur en soufre de certains combustibles liquides (gas-oil).

Le Comité des représentants permanents doit pour suivre les travaux sur cette proposition en tenant compte de l'avis attendu du Parlement Européen en la matière et en vue de dégager un accord permettant l'adoption de la directive dans les meilleurs délais.

4/ SYSTEME COMMUNAUTAIRE D'INFORMATION POUR LE CONTROLE ET LA REDUCTION DE LA POLLUTION CAUSEE PAR LE DEVERSEMENT D'HYDROCARBURES ET D'AUTRES SUBSTANCES DANGEREUSES EN MER

Le Conseil a marqué son accord sur une décision visant à étendre le système communautaire d'information, instauré en 1981, portant sur les hydrocarbures, à d'autres substances dangereuses.

Outre les éléments déjà en place pour les hydrocarbures, le système comportera dorénavant un inventaire, à établir progressivement par la Commission, des moyens d'intervention en cas de déversement en mer d'autres substances dangereuses.

4/ UTILISATION DES BOUES D'EPURATION EN AGRICULTURE.

Le Conseil a procédé à un échange de vues sur la proposition de directive qui a pour objet, d'une part, de favoriser l'utilisation de certains déchets solides en agriculture en soulignant la valeur agronomique de ces produits et, d'autre part, d'établir les précautions à prendre pour une bonne utilisation agricole de ces mêmes déchets afin d'éviter tout danger pour l'homme et l'environnement.

Le Comité des Représentants permanents doit poursuivre les travaux de façon à permettre d'aboutir le plus rapidement possible à un accord complet en vue de l'adoption de la directive.

5/ POLLUTION PROVOQUEE PAR L'INDUSTRIE DU DIOXYDE DE TITANE

Le Conseil a poursuivi ses travaux en ce qui concerne la proposition modifiée de directive fixant les modalités d'harmonisation des programmes de réduction, en vue de sa suppression, de la pollution provoquée par l'industrie du dioxyde de titane.

Les positions divergentes des délégations n'ont pas permis d'aboutir à un accord.

6/ ENVIRONNEMENT ET AGRICULTURE

Le Conseil, en soulignant l'importance de cette question, a invité la Commission à poursuivre ses efforts en la matière de façon à promouvoir le développement harmonieux de l'agriculture et de la protection de l'environnement.

En outre, il a été convenu que le Conseil Environnement continue à être informé de l'évolution de cette question. Il a également été convenu que la Présidence en fera rapport au Conseil Agriculture en vue du débat de celui-ci prévu pour le mois de décembre.

7/ PROTECTION DES FORETS DANS LA COMMUNAUTE CONTRE LES INCENDIES ET LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

Le Conseil a pris note de l'état des travaux sur la proposition de règlement instaurant une action communautaire destinée à accroître la protection des forêts dans la Communauté contre les incendies et la pollution atmosphérique.

Le Conseil, ayant constaté que des difficultés subsistent pour certaines délégations à l'égard de cette proposition, a invité la Commission à poursuivre ses contacts avec les délégations concernées en vue de rechercher une solution d'ensemble.

8/ PROGRAMME D'ACTION EN FAVEUR DE L'ANNEE EUROPEENNE DE L'ENVIRONNEMENT (1987)

Le Conseil accueillant favorablement la communication de la Commission relative à un programme d'action en faveur de l'année européenne de l'environnement (1987) a invité le Comité des représentants permanents à poursuivre les travaux sur cette question et à lui faire rapport dans les meilleurs délais, si possible avant la fin de 1985.



PROTECTION ACCRUE DES OISEAUX ET DE LEURS HABITATS

Le nombre d'espèces d'oiseaux nécessitant des mesures spéciales de protection dans la CEE a presque doublé. La CEE vient de modifier l'Annexe I de la Directive concernant la conservation des oiseaux sauvages pour tenir compte des connaissances les plus récentes sur la situation des espèces. La nouvelle annexe porte le nombre d'espèces protégées de 74 à 144 (Journal Officiel des Communautés Européennes, 30.8.85).

La CEE a alloué une aide financière de 1.385.000 écus à onze projets de protection de la nature. Ils sont destinés à préserver ou à reconstituer les habitats naturels de certaines espèces d'oiseaux menacées. Le financement couvrira 50% du coût de chacun des projets et leur permettra de démarrer immédiatement. Deux projets concernent les milieux naturels de toute la Communauté. L'un étudiera la situation des populations d'oiseaux sauvages en Europe et sera réalisé par l'Institut Royal des Sciences naturelles en Belgique. Le Bureau International pour la Recherche sur les Oiseaux aquatiques (BIROE) au Royaume-Uni contrôlera l'efficacité de la politique menée par la CEE pour la protection des zones humides en vue d'y préserver les oiseaux. Tous les autres projets concernent des zones humides.



SOLAGRO

"SOLAGRO", Association pour un Développement Approprié des Energies Renouvelables en Agriculture, est une association régie par la loi de 1901. Elle regroupe des agriculteurs, enseignants étudiants, chercheurs, agents de développement partageant un intérêt commun pour les énergies renouvelables, leur insertion dans l'exploitation agricole, leur impact sur celle-ci et son environnement et leur contribution à une agriculture moins vulnérable et plus autonome.

Les actions qui sont actuellement menées concernent : le séchage solaire des produits agricoles (fourrage, grains, plantes médicinales), la production et l'utilisation du biogaz, le chauffage au bois, certains types de pompes à chaleur (sur litière de bergerie par ex.)

L'aspect technique des Energies Renouvelables permet d'amorcer le dialogue avec les agriculteurs et les organismes agricoles. Cette amorce permet dans un deuxième temps d'aborder des problèmes plus spécifiques de l'environnement et de la protection des milieux naturels : maintien des haies et gestion des bois, gestion de la matière organique et fertilité du sol, propositions d'alternative aux mines d'uranium.

La description des projets menés et des résultats obtenus, les réflexions touchant l'énergie et l'autonomie font l'objet d'articles dans la revue trimestrielle de l'association.

SOLAGRO est membre d'UMINATE (Fédération Régionale des associations de Protection de la Nature de Midi Pyrénées).

Pour tous renseignements :

P. POINTEREAU- SOLAGRO
38, rue Concordet - 31000 TOULOUSE
Tél. 61.59.56.16

LA LETTRE DU HERISSON

SPECIALE ASSOCIATION

**diffusion
interne**

SOMMAIRE

EDITORIAL	P. 2/5
CHASSE : LES HOMMES POLITIQUES ET LA CHASSE	P. 6/7
EN BREF	P. 7
DERNIERE MINUTE	P. 8

IL N'EST DE PIRE SOURD QUE CELUI QUI NE VEUT ENTENDRE...

AINSI DONC, SI L'ON EN CROIT L'ASSOCIATION NATIONALE DES CHASSEURS DE GIBIER D'EAU (CF REPRODUCTION DANS LA LETTRE DU HÉRISSON N° 36 DU 1ER JANVIER 1986 D'UN ARTICLE PARU DANS LE NUMÉRO DE DÉCEMBRE 1985 DE LA SAUVAGINE, NUMÉRO CONTENANT PAR AILLEURS DES ATTAQUES CONTRE LA L.P.O ET LA S.E.P.N.B.), J'AURAIS, À CHATEAUROUX EN NOVEMBRE 1984, COUPÉ DIRECTEMENT LES EFFETS DE MADAME LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT SUR UNE QUESTION DE MODE VESTIMENTAIRE EN MATIÈRE CYNÉGÉTIQUE!



PROTECTEUR DE LA NATURE AYANT COUPÉ DIRECTEMENT LES EFFETS D'UN MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT.....

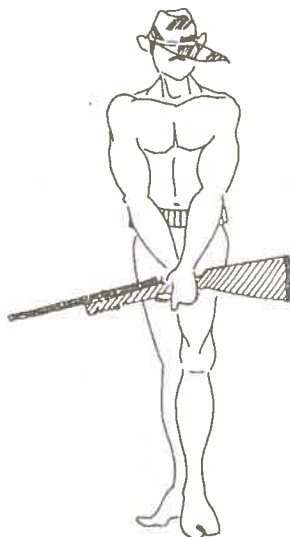
AU DELÀ DU CONSTAT QUI PERDURE DANS L'ESPRIT DE CERTAINS PORTEURS DE FUSIL L'ÉQUATION SIMPLETTE: HUGUETTE BOUCHARDEAU = PSU = ANTIMILITARISME = ÉCOLO-PACIFISME = ESCROLOGISME = PROTECTEURS DE LA NATURE = MAUVAIS FRANÇAIS, ETC (L'ÉQUATION PEUT SE LIRE DANS LES 2 SENS,, GAUCHE-DROITE, DROITE-GAUCHE...) QUI N'EST PAS NOUVELLE, CE TEXTE RÉVÈLE CERTAINS DES FANTASMES D'UNE FRACTION DU MONDE DE LA CHASSE. C'EST À CROIRE QUE LA FRÉQUENTATION ASSIDUE DES ZONES HUMIDES ET DE LEURS MIASMES... LORSQU'ELLE S'ACCOMPAGNE DU PORT D'UN FUSIL BROUILLE L'ENTENDEMENT ET TROUBLE LE COMPORTEMENT !

POUR EN REVENIR À LA RÉUNION DE CHATEAUROUX 1984, JE TIENS À RAPPELER QUE J'AVAIS ÉTÉ INVITÉ À Y PARTICIPER SUR LES TROIS THÈMES SUIVANTS :

- CELUI PAR QUI LE CHANGEMENT ARRIVE : LE NOUVEAU CHASSEUR
- CHASSEURS/OPINION PUBLIQUE LE COURANT PASSE MAL
- FAUT-IL UNE NOUVELLE LOI POUR SAUVER LA CHASSE ?

JE TIENS ÉGALEMENT À RAPPELER QUE SUR CES POINTS, IL NE M'A ÉTÉ POSSIBLE DE M'EXPRIMER QU'EN TOUTE HÂTE PEU AVANT LA CLÔTURE PRÉVUE DE LA SÉANCE... (CF LETTRE DU HÉRISSON N°13 , DÉCEMBRE 1984),

ENTRE AUTRES CHOSES, J'AVAIS SIGNALÉ QUE L'IMAGE DE MARQUE DES CHASSEURS DANS L'OPINION PUBLIQUE N'ÉTAIT PAS CE QU'ILS SOUHAITAIENT EN PARTIE À CAUSE DE LA FAÇON AVEC LAQUELLE, EN TROUPES NOMBREUSES ET DÉGUISEES EN MILITAIRES, ILS BATTENT NOS BELLES CAMPAGNES. C'EST UN CONSTAT QUE L'ON PEUT FAIRE EN INTERROGEANT BIEN DE NOS CONCITOYENS QUI NE SONT PAS FORCÉMENT, LOIN DE LÀ, DES PROTECTEURS DE LA NATURE, DES ANTIMILITARISTES, DES PACIFISTES OU DES ANTI-CHASSE PRIMAIRES... CE SONT BIEN PLUS SOUVENT DES PROMENEURS QUI N'APPRECIENT PAS DE RENCONTRER AU DÉTOUR D'UN CHEMIN UN FUSIL PORTÉ PAR DU KAKI BARIOLÉ FAÇON CAMOUFLAGE-JUNGLES-EN-TOUS- GENRES, NI D'ENTENDRE GRÉLER LE PETIT PLOMB À L'ENTOUR (MÊME LORSQU'IL N'Y A PAS DE DANGER RÉEL, CE QUI N'EST PAS TOUJOURS LE CAS). JE N'AI PAS DIT AUTRE CHOSE, MAIS CETTE SEULE ALLUSION A SOULEVÉ UN TEL HOURVARI QUE CES MESSIEURS-DAMES DE L'ANCGE N'ONT SANS DOUTE PAS BIEN ENTENDU CE QUI SE DISAIT À LA TRIBUNE... PAR AILLEURS, JE CONSTATE QUE LES PROTECTEURS DE LA NATURE UTILISENT EUX AUSSI FRÉQUEMMENT, MOI LE PREMIER, LE TREILLIS, RESTE D'UN SERVICE MILITAIRE PLUS OU MOINS PROCHE CAR C'EST UNE TENUE COMMODE POUR FAIRE DU TERRAIN (NOUS NE POUSSONS QUAND MÊME PEUT-ÊTRE PAS AUSSI LOIN, LE LUXE DES BARIOLAGES, CASQUETTES BIGEARD OU AUTRES ACCESSOIRES). ÉVIDEMMENT, UNE PAIRE DE JUMELLES AUTOUR DU COU, UN PETERSON À LA MAIN, CELA FAIT MOINS BELLIQUEUX QU'UN FUSIL ET UNE CARTOUCHIÈRE ET CELA PASSE MIEUX DANS L'OPINION PUBLIQUE.



*CHASSEUR ODIEUSEMENT DEPOUILLE DE SES VETEMENTS QUI FAISAIENT TROP MILITAIRES
AUX YEUX D'UN PROTECTEUR DE LA NATURE QUI L'A SAUVAGEMENT AGRESSE.*

SEULEMENT, CELA IL NE FAUT PAS LE DIRE DANS CERTAINS CERCLES CYNÉGÉTIQUES ! CHUT... NE RÉVEILLEZ PAS LA BELLE AU BOIS DORMANT... M. LE CHASSEUR EST UN PAISIBLE PÈRE DE FAMILLE, GROSSES MOUSTACHES OU BARBE FOURNIES (CELLES DE GRAND PAPA...) VESTE DE VELOURS ET GUÊTRES OU BOTTES. IL PARCOURT LES HALLIERS AVEC L'ONCLE JEAN DERRIÈRE MIRZA OU NOIRAUD ET LE SOIR VENU, RAPPORTE AU BERCAIL UNE PLEINE GIBECIÈRE DE LIÈVRES ET DE PERDREAUX QU'IL ÉTALE SUR LA TABLE FAMILIALE AUX YEUX ÉBLOUIS DES MIOCHES ASSEMBLÉS (PENDANT QUE MADAME PESTE IN PETTO PARCE QU'IL VA FALLOIR PLUMER ET DÉPOUILLER TOUT ÇA...). MÊME SI LA RÉALITÉ EST DIFFÉRENTE, EST PERÇUE AUTREMENT PAR NOMBRE DE NOS CONCITOYENS (CF L'ÉVOLUTION DES RÉPONSES AUX DIFFÉRENTES QUESTIONS POSÉES DANS LES SONDAGES SUR LA CHASSE DEPUIS 1977- LETTRE DU HÉRISSEON N° 14, 15 DÉCEMBRE 1984), IL NE FAUT PAS LE DIRE...

EN QUOI CELA PEUT-IL BIEN NOUS CONCERNER, PENSERONT CERTAINS PARMI NOUS ? À MON SENS, POUR UNE SEULE RAISON, QU'ON LE VEUILLE OU NON, NOUS AVONS BESOIN DU MONDE DE LA CHASSE POUR ASSURER LA SAUVEGARDE DES MILIEUX SUR LE LONG TERME, MÊME SI NOUS DIVERGEONS ENSUITE SUR L'USAGE QUI EST FAIT DE LA FAUNE QU'ILS HÉBERGENT ET QUI NE NOUS APPARTIENT PAS PLUS QU'AUX CHASSEURS. L'ON PEUT PENSER CE QUE L'ON VEUT DE LA CHASSE (LA REFUSER POUR DES RAISONS D'ÉTHIQUE), CHERCHER À CE QUE

- SUITE -

LES PRATIQUES ABERRANTES, VOIRE ILLÉGALES, QU'ELLE S'AUTORISE SE MODIFIENT OU DISPARAÎSENT IL N'EN RESTE PAS MOINS QUE NOUS AVONS, AVEC LES CHASSEURS, UN OBJECTIF PRIMAIRE COMMUN. IL EST À MON SENS ILLUSOIRE DE PENSER, MAIS JE PEUX ME TROMPER, QU'UN AFFAIBLISSEMENT DE LA CHASSE SE TRADUIRAIT PAR UN RENFORCEMENT IMMÉDIAT DE LA PROTECTION DE LA NATURE. LE SENTIMENT ANTICHASSE QUI SE DÉVELOPPE DANS L'OPINION PUBLIQUE TOUCHE UNE POPULATION QUI N'EN VIENT PAS POUR AUTANT GROSSIR LES RANGS DES PROTECTEURS DE LA NATURE.

LES PORTEURS DE FUSIL QUI, COMME L'ANCGE ASSIMILENT ASSOCIATIONS DE PROTECTION DE LA NATURE ET OPPOSITION À LA CHASSE SONT À MON SENS DE PIÈTRES ANALYSTES QUI CHERCHENT BEAUCOUP PLUS À VALIDER LEURS FANTASMES ET À LES ÉRIGER EN CERTITUDES QU'À EXAMINER LA RÉALITÉ.

CE FAISANT, ILS RASSURENT PEUT-ÊTRE AUJOURD'HUI LEURS TROUPES, MAIS ILS ACCÉLÈRENT UN PROCESSUS DONT ILS SERONT À TERME LES VICTIMES.

TRAVAILLER À UN OBJECTIF COMMUN AVEC LE MONDE DE LA CHASSE, N'IMPLIQUE PAS QUE NOUS ABANDONNIONS NOS SPÉCIFICITÉS ET QUE NOUS MASQUIONS NOS DIFFÉRENCES. IL FAUT QUE, DE PART ET D'AUTRE L'ON RECONNAISSE QUE LA FAUNE SAUVAGE N'EST PAS LA PROPRIÉTÉ DE TELLE OU TELLE CATÉGORIE. ELLE N'APPARTIENT PAS PLUS AUX CHASSEURS QU'AUX PROTECTEURS DE LA NATURE OU AUX AUTRES USAGERS DE LA NATURE, QUI TOUS ONT LEUR MOT À DIRE DANS SA GESTION (TERME QUI ENGLOBE LA PROTECTION). IL FAUT QUE LES CHASSEURS PRENNENT BIEN CONSCIENCE QU'IL Y AURA TOUJOURS, QUOI QUE L'ON FASSE, UNE DIFFÉRENCE DANS LES RÉACTIONS DE CEUX QUI PROTÈGENT POUR S'APPROPRIER (CHASSEURS, PÊCHEURS PAR EXEMPLE) ET CEUX QUI PROTÈGENT GRATUITEMENT (PROTECTEURS DE LA NATURE). QU'ON LE VEUILLE OU NON, LE CHASSEUR, LE PÊCHEUR CHERCHE À FAIRE SIENNE UNE PARTIE D'UN BIEN COMMUN. LE PROTECTEUR DE LA NATURE CHERCHE SIMPLEMENT LA JOUISSANCE FUGACE D'UNE OBSERVATION DONT LE SUJET SERVIRA À D'AUTRES.

IL FAUT QUE LES CHASSEURS COMPRENNENT QUE LA CHASSE N'EST PAS DE "DROIT DIVIN" ET N'A PAS DE LÉGITIMITÉ EN SOI. LA CHASSE S'EXERCE, NON SEULEMENT SOUVENT SUR LE TERRITOIRE DES AUTRES, MAIS ÉGALEMENT AUX DÉPENS D'UNE FAUNE QUI EST UN BIEN COLLECTIF. ELLE NE POURRA CONTINUER DE S'EXERCER QUE SI ELLE NE RENCONTRE PAS L'ASSENTIMENT DES AUTRES USAGERS DE LA NATURE ! EN REFUSANT AVEC ÂPRETÉ QUE PUISSE S'EXERCER UN DROIT DE NON-CHASSE, LES CHASSEURS COMMETTENT UNE LOURDE ERREUR VIS À VIS DES PROTECTEURS DE LA NATURE CERTES, MAIS SURTOUT À L'ÉGARD D'UNE OPINION PUBLIQUE QUI NE LEUR EST DÉJÀ PAS FAVORABLE. DE MÊME, EN EST-IL DE LEUR VOLONTÉ DE MAINTENIR DES PRATIQUES ANACHRONIQUES, ABERRANTES OU ILLÉGALES. CURIEUSEMENT, LE MONDE DE LA CHASSE SI PROMPT À BRANDIR L'ABOLITION DES PRIVILÈGES EN 1789 ET LES ACQUIS DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ACCEPTE SANS SOURCILLER ET AVEC UNE PUDEUR EXQUISE D'ÊTRE DOTÉ DE PRIVILÈGES EXORBITANTS PAR RAPPORT À D'AUTRES CATÉGORIES DE CITOYENS.

BÉNÉFICIER DU DROIT DE POUVOIR, EXERCER CHEZ SON VOISIN UN LOISIR QU'IL RÉCUSE, CE N'EST PAS RIEN ! PRÉLEVER DES FONDS NON NÉGLIGEABLES SUR LES VERSEMENTS (OBLIGATOIRES) DES PRATIQUANTS DE CE LOISIR EST UNE FACILITÉ ASSOCIATIVE QUI N'EST PAS DONNÉE À TOUT LE MONDE... AVOIR LE POUVOIR D'INTERVENIR SUR LA CARRIÈRE DE PERSONNELS CHARGÉS D'UN SERVICE PUBLIC (L'APPLICATION DE LA LOI DE 1976) N'EST PAS NON PLUS NÉGLIGEABLE, ETC...

TENIR DE TELS PROPOS DOIT SANS DOUTE, RELEVER DU SACRILÈGE POUR CES MESSIEURS-DAMES DE L'ANCGE QUI VONT VRAISEMBLABLEMENT Y VOIR UNE DÉMONSTRATION DE PLUS QU'À LA FFSPN LE SECTARISME RÈGNE

AU PLUS HAUT NIVEAU... MA FOI, SI DIRE DES ÉVIDENCES, SI TROUVER NORMAL QU'AU SEIN DE LA FFSPN S'EXPRIMENT DES IDÉES DIFFÉRENTES SUR LA CHASSE C'EST FAIRE PREUVE DE SECTARISME, J'ACCEPTÉ LE QUALIFICATIF. LES ASSOCIATIONS DE LA FFSPN DANS LEUR ENSEMBLE NE SONT PAS OPPOSÉES AU PRINCIPE DE LA CHASSE (Y COMPRIS LE ROC, BRANDI PAR CERTAINS COMME UN ÉPOUVANTAIL, MAIS SANS DOUTE CES MESSIEURS-DAMES DE L'ANCGE N'ONT-ILS JAMAIS PRIS LA PEINE DE LIRE LES STATUTS DE CETTE ASSOCIATION...) CE QUI NE VEUT PAS DIRE QU'ELLES SONT PRÊTES À ACCEPTER N'IMPORTE QUELLES PRATIQUES, JE PRÉTENDS QUE L'ON PEUT TROUVER UN TERRAIN D'ENTENTE POUR LA SAUVEGARDE DES MILIEUX AVEC LE MONDE DE LA CHASSE (CELA SE FAIT D'AILLEURS DÉJÀ) SANS POUR AUTANT QUE NOUS SOYONS OBLIGÉS DE TAIRE CE QUE NOUS PENSONS DES PRATIQUES QUI S'EXERCENT SUR LA FAUNE OU DE LUTTER CONTRE CELLES QUI NOUS SEMBLANT NÉFASTES.

IL Y AURA, CERTES, DES CHASSEURS QUI REFUSERONT DE TRAVAILLER AVEC LES PROTECTEURS DE LA NATURE SI CEUX-CI N'ENDOSSENT PAS AU PRÉALABLE LEURS FAÇONS DE CHASSER, COMME IL Y AURA DES PROTECTEURS QUI REFUSERONT DE TRAVAILLER AVEC LES CHASSEURS S'ILS NE RENONCENT PAS À LEUR PRATIQUES. LES UNS ET LES AUTRES ONT, À MON AVIS, TORT. COMME ONT TORT CEUX QUI PRÉSENTENT LES FAITS DE MANIÈRE FALLACIEUSE, VOIRE METTENT DANS LA BOUCHE DE TEL OU TEL DES PROPOS QUI NE SONT PAS LEURS. AINSI, À EN CROIRE CES MESSIEURS-DAMES DE L'ANCGE, JE COMMETTRAIS LA MÊME ERREUR D'APPRÉCIATION QUE MADAME BOUCHARDEAU EN PARLANT DE "FRANGE" CE QUI SOUS-ENTENDRAIT, TOUJOURS ET ENCORE QUE LES "PROTECTEURS" SONT LE NOYAU DE LA DÉFENSE DES MILIEUX NATURELS, ET LES AUTRES (DONT L'ANCGE) UN MONDE EXTÉRIEUR, DONT UNE MARGE EST À ANNEXER...

J'AIMERAIS BIEN SAVOIR EN QUELLES CIRCONSTANCES ET LIEUX, J'AURAIS TENU DE TELS PROPOS !

LA AUSSI, CES MESSIEURS-DAMES DE L'ANCGE PRENNENT LEURS FANTASMES POUR DES RÉALITÉS ET ONT TORT DE TIRER SANS IDENTIFIER AU PRÉALABLE. IL SEMBLE QUE CE SOIT D'AILLEURS DE PLUS EN PLUS FRÉQUENT CHEZ LES PORTEURS DE FUSIL DONT LA VUE BAISSE SINGULIÈREMENT CES DERNIÈRES ANNÉES.



IL NE FAUDRAIT PAS PRENDRE LES HÉRISSEONS POUR DES CANARDS SAUVAGES.

L'ANCGE, DANS SA GRANDE SAGESSE, CONSEILLAIT À LA FFSPN DE FAIRE LE MÉNAGE CHEZ ELLE, DE METTRE SUR LA TOUCHE LES EXTRÊMISTES ET D'ABANDONNER SON SECTARISME. IL FAUT TOUJOURS ÉCOUTER LES CONSEILS AVISÉS ET EN FAIRE BÉNÉFICIER LES AUTRES.

ALORS, MESSIEURS-DAMES DE L'ANCGE... TIREZ LES PREMIERS (NOUS, NOUS N'AVONS PAS DE FUSIL...), FAITES LE MÉNAGE CHEZ VOUS, ABANDONNEZ VOS FANTASMES ET REGARDEZ LES CHOSES EN FACE...

CHASSE

LES HOMMES POLITIQUES ET LA CHASSE

En septembre 1985, *Plaisirs de la Chasse* (n°398) publiait les réponses à des questions sur la chasse posées par le chef de la rédaction à divers responsables politiques.

La lecture des résultats de cette enquête nous a conduits à envoyer la lettre suivante à :

G. MARCHAIS (Parti communiste)
M.N. LIENEMANN (Parti socialiste)
F. LEOTARD et R. CHINAUD (Parti républicain)
J. TOUBON (Rassemblement Pour la République)
J.M. LE PEN (Front national)
Y. GALLAND (Parti radical)
Y. MENARD
P. LACOUR

"La lecture d'un récent numéro de *Plaisirs de la Chasse* (n°398, septembre 1985) nous a quelque peu étonnés. Au travers des réponses que vous avez faites à l'enquête sur les partis politiques et la chasse, il nous a semblé que vous aviez une mauvaise connaissance de la position des associations de protection de la nature et de ceux qui apprécient et fréquentent la "nature" autrement qu'avec un fusil. C'est pourquoi, nous nous permettons de vous adresser ci-joint les propositions de ces associations réunies au sein de la FFSPN pour une loi sur la chasse qui tienne compte de tous les usagers de la nature. La faune dont fait partie le gibier n'est en effet pas la propriété exclusive des chasseurs.

Pour éclairer les adhérents de nos associations sur l'attitude de votre parti, nous souhaiterions connaître votre opinion sur ce sujet ainsi que sur les points particuliers suivants.

- Est-il à vos yeux, normal qu'un non-chasseur (petit propriétaire ou ayant-droit y compris un fermier) ne puisse jouir de la tranquillité et assurer la gestion et la conservation de la faune sur le territoire dont il est responsable? Est-il normal qu'il soit obligé de laisser chasser chez lui dans les communes où existe une Association Communale de Chasse (ACCA).

C'est le cas de toutes les communes (8.987), de 28 départements et de 360 communes d'autres départements (chiffres décembre 1984).

La prééminence de fait d'un droit de chasse sur un droit de non-chasse ou droit de gîte vous semble-t-elle équitable ?

Vous semble-t-il normal que les responsables des Fédérations départementales de chasseurs aient pouvoir institutionnel sur la carrière des agents (gardes-chasse) chargés d'exercer un service public (police de la chasse, application de la loi sur la protection de la nature, etc).

Si vous êtes d'accord sur ce principe, en proposerez-vous l'application à d'autres catégories d'usagers, par exemple :

maîtrise de la police de la route par les Automobiles Clubs, des agents des douanes par les voyageurs et entreprises d'import-export, des agents du fisc par les contribuables, de la gendarmerie par les citoyens, etc.

Si tel n'était pas le cas, vous semble-t-il souhaitable de maintenir pour la police de la chasse une situation anachronique par rapport à l'ensemble des règles communes qui régissent le fonctionnement de la société française ?

Trouvez-vous normal qu'une association d'usagers de la nature, bien commun par excellence (chasseurs par exemple), perçoive une cotisation obligatoire pour ceux qui en usent.?

Si non, comment comptez-vous instituer un système de cotisation sur la base du volontariat pour les fédérations départementales de chasseurs. Si oui, comptez-vous demander l'extension de ce privilège aux autres usagers de la Nature? Lesquels ? Ne vous semblerait-il pas normal que des associations de protection de la nature qui défendent l'intérêt général (art. 1er de la loi du 10 juillet 1976) bénéficient d'une adhésion obligatoire des usagers de la nature?

La gestion des espèces migratrices qui ne fréquentent que momentanément le territoire français au cours de leur cycle biologique peut-elle dépendre de seules mesures nationales (certains pays les protègent, d'autres les chassent) comme c'est le cas aujourd'hui ? Ne doit-on pas plutôt s'orienter vers une gestion globale et internationale des populations qui tienne compte : des niveaux de reproduction et de l'état des milieux où elle se produit, des conditions de migration (aléas climatiques) enfin de l'état des milieux d'hivernage ?

La loi du 10 juillet 1976 sur la protection de la nature a reconnu d'intérêt général la protection des milieux naturels. Pensez-vous que la qualité actuelle de ces milieux et leur tendance évolutive puissent permettre une augmentation de ceux qui en prélèvent une partie des espèces sauvages y vivant? Que comptez-vous faire pour restaurer les milieux dégradés ou conserver ceux qui sont encore dans un état satisfaisant ?

En espérant une réponse prochaine à nos questions, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de notre considération distinguée.

J.P. RAFFIN
Président

BELLE PROMOTION

A ce jour, nous n'avons reçu qu'une seule réponse... celle de F. LEOTARD nous écrivant que la lettre qui lui était adressée avait retenu toute son attention...

Aux associations de protection de la nature de juger et de se rappeler au bon souvenir des candidats qui ne vont pas tarder à battre la campagne pour récolter les voix qui leur permettront (peut-être) d'être élus !

Jean Pierre RAFFIN.

CNPN

ORDRE DU JOUR DU COMITE PERMANENT DU CNPN
DU 15 JANVIER 1986

MERCREDI 15 JANVIER - Ordre du jour

- 9h30 : questions préliminaires
- 9h45 : naturalisation et transport de prédateurs
rapporteur M. ANGOT
- 10h15 : arrêté réglementant la chasse au vol
rapporteur M. BIGAN
- 10h45 : décret relatif aux commissions départementales de faune sauvage.
Rapporteur M. SIMON
- 14h : arrêté relatif à l'union nationale des centres de sauvegarde de faune sauvage
rapporteur M. BENTATA
- 14h45 : décret relatif à la déconcentration du décret 77.1297.
rapporteur M. BENTATA
- 15h15 : arrêté relatif aux dispositions pénales en application de l'article 5 de la loi sur la protection de la nature.
rapporteur Mme PAILLET
- 16h : décret relatif à l'expérimentation animale et à la protection de l'animal d'expérience
rapporteur M. BENTATA
- 16h30 : projet de décret modifiant le décret 77.1298 et relatif aux réserves naturelles volontaires (déconcentration RNV)
rapporteur Mme BONNIN LUQUOT
- 17 h : modification des conditions de publication des arrêtés de protection des espèces
rapporteur M. SIMON

TOUS LES ANS, AU 1er JANVIER, LE JOURNAL OFFICIEL PUBLIE UNE LISTE DES NOUVEAUX CHEVALIERS DE LA LEGION D'HONNEUR AU TITRE DE L'ENVIRONNEMENT. CELLE DE CETTE ANNEE MERITE QU'ON S'Y ARRÊTE QUELQUES INSTANTS. NOUS N'AVONS PAS BESOIN DE DECRIRE L'ACTIVITE IMPORTANTE DE CHACUN DANS LE DOMAINE DE L'ENVIRONNEMENT. ELLE EST CONNUE DE TOUS.

VIVEMENT QUE LES PROTECTEURS DE LA NATURE SOIENT LEGION.

Ministère de l'environnement

Au grade d'officier

M. Torrion (Louis, Eugène, Etienne), président de l'agence de bassin Rhône-Méditerranée-Corse. Chevalier du 15 septembre 1969.

Au grade de Chevalier

Mme Beugras (Anne-Marie, Thérèse), épouse Droux, dite Anne Sylvestre, auteur-compositeur, interprète ; 28 ans d'activités artistiques.

M. Fabrègue (Jean-Pierre), président de la fédération des associations de pêche et de pisciculture de la Haute-Vienne ; 35 ans d'activités professionnelles.

M. Mitterrand (Philippe, Marie, Léon), président de l'association des lieutenants de louveterie de la Charente ; 46 ans d'activités professionnelles.

M. de Perthuis de Laillevault (Jacques, Marie, Henri, Luc), délégué général de l'union des chambres syndicales de l'industrie du pétrole ; 34 ans d'activités professionnelles.

M. Piau (Jean-Pierre, Maximilien), directeur, gérant d'une société d'études ; 31 ans d'activités professionnelles et de services militaires.

PROCES

Afin de constituer une banque de données sur les jugements obtenus dans le domaine de la protection de la Nature, nous vous rappelons que nous demandons à toutes les associations de nous envoyer les jugements qu'elles obtiennent.

DEPECHEZ-VOUS DE VOUS METTRE A JOUR.

SALAIRES

La valeur du point de salaire (cf grille des salaires de la FFSPN) passe à 24,2988 F à partir du 1er janvier 1986.

BIENVENUE

Depuis le 1er janvier 1986 l'Espagne et le Portugal ont rejoint la Communauté Economique Européenne.

2 associations espagnoles et 2 associations portugaise viennent de rejoindre le Bureau Européen de l'Environnement.

La FFSPN leur souhaite la bienvenue et espère que la collaboration avec ces nouveaux sera fructueuse.

Ces 4 associations sont :

AMIGOS DE LA TIERRA : O/MANUELA MALASANA
24-2 C
MADRID 10, Espagne
HUMBERTO DA CRUZ, AV. BETANZOS 55.11.1
28029 MADRID Espagne- CODA AIZGORRI 5 MADRID 28
AMIGOS DA TERRA (ANTONIO ELOY), PRACA ILHA
DO FAIAL 14-A
1000 LISBOA Portugal
Tél. 57.35.85, 65.69.56 (PRIV.)

GEOTA (GRUPO DE ESTUDOS DE ORDENAMENTO TER-
RITORIO E AMBIENTE)
RUA RICARDO ESPIRITO SANTO NO 1 R/C
1200 LISBOA
Tél. Téléc: 16808 IPSDFC P

LPN (LIGA PARA A PROTECCAO DE NATUREZA),
ESTRADO DO CALHARIZ DE BENFICA 187,
1500 LISBOA
Tél : 78.00.97
Téléc: 15657 IAPMEI. P

LETTRE DU HERISSON

REMERCIEMENTS POUR LES UNS,
RELANCE POUR LES AUTRES

Au début de janvier, toutes les associations membres de la FFSPN ont reçu une lettre circulaire concernant les envois gratuits de la Lettre du Hérisson.

Beaucoup d'associations ont répondu rapidement à ce courrier en signalant les modifications à porter sur notre fichier et en réglant par la même occasion la cotisation 85 ou 86, ou les deux à la fois. Nous les remercions toutes.

Néanmoins, il y a encore quelques associations qui tardent à répondre. Nous les prions de se pencher sur notre courrier et d'envoyer rapidement la réponse. La mise à jour du fichier doit être achevée avant le 15 février 86.

Merci d'avance.

LA PENSEE DU JOUR

La saisine d'étude d'impact ne s'use que si les associations ne s'en servent pas.



CEUX QUI ONT FRÉQUENTÉ LES BUREAUX DE LA FÉDÉ QUELQUE TEMPS AVANT NOËL ONT PU CONSTATER UN PHÉNOMÈNE CURIEUX : SOURCILS ET MOUSTACHES DU PRÉSIDENT S'ÉTAIENT TRANSFORMÉS EN BRAS DE TÉLÉGRAPHE CHAPPE PAR SUITE D'UNE DISSYMMÉTRIE FACIALE NOTABLE. DE PLUS, LA GUEULE TORDUE, LE PRÉSIDENT BAVAIT EN BUVANT ET L'USAGE D'UNE PAILLE NE LUI ÉTAIT D'AUCUN SECOURS (ESSAYEZ DONC D'ASPIRER AVEC UNE JOUE PARALYSÉE...), LA CATASTROPHE QUOI ! IL NE RESTAIT PLUS QUE LA PERFUSION (POUR GOÛTER LE BEAUJOLAIS NOUVEAU OU AUTRE PRODUCTION VINICOLE, C'EST PAS IDÉAL...).

ENFIN, BREF ! LES VIRUS NEUROTROPES AVAIENT ENCORE FRAPPÉ....

A TOUS CEUX QUI, LE SACHANT, S'EN SONT ÉMUS ET ME L'ONT FAIT SAVOIR, MERCI.
CELA VA MIEUX. LA SYMÉTRIE EST REVENUE. BOIRE EST REDEVENU POSSIBLE...

J.P. RAFFIN